

LA FEMME ESPAGNOLE: DE LA FEMME AU FOYER A LA PRENEUSE DE DECISIONS

(L'accès progressif à des positions de leader dans les domaines économique,
politique et social: du début du xx^e Siècle à nos jours)

Monique Heritier

CICC

(Centre de Recherches sur les Civilisations et Identités Culturelles
Comparées des Sociétés Européennes et Occidentales)
Université de Cergy-Pontoise, 33, boulevard du Port,
F-95011 CERGY-PONTOISE CEDEX

Heritier, M. (2008). La femme espagnole: De la femme au foyer a la preneuse de decisions.
Proyecto Social: Revista de relaciones laborales, 12(12), pp. 120-142

RESUMEN

La primera parte abarca el final del siglo XIX y las primeras décadas del siglo XX. La Revolución Industrial supone una organización social burguesa. La mujer burguesa, esposa y madre, queda apartada de los negocios y de la política. La mujer de las clases populares trabaja en la industria o en la agricultura. Algunas mujeres de clase media ingresan tímidamente en el mundo laboral.

La segunda parte se refiere al periodo franquista. En la primera etapa siguen dominando los criterios tradicionales. Los contactos exteriores y el desarrollo económico suponen el auge de la clase media, generando una evolución de la condición femenina en los 60.

La tercera parte se extiende desde la transición hasta nuestros días. La legislación abandona la política a favor de la mujer como madre de familia para preferir la paridad. La mujer española se aparta del modelo esposa-madre para acceder cada vez más al mundo laboral y a las responsabilidades políticas.

PALABRAS CLAVE

España, mujer, responsabilidades, mundo laboral, política.

ABSTRACT

The first part is about the end of the XIXth century and the first decades of the XXth. The Industrial Revolution imposes an upper middle-class social organization. The upper middle class women, wife and mother, are out of business and politics. The lower class woman works in industry or agriculture. Some women from middle classes timidly enter the world of work.

The second part is about the pro-Franco period. At the beginning, traditional criteria still prevail. Foreign relations and economic expansion entail middle classes and then women's condition changes for the better during the sixties.

The third part goes from Transition until nowadays. Legislation abandons politics favouring mothers, preferring parity. The Spanish woman moves away from the wife-mother standard, having more and more access to the world of work and political responsibilities.

KEY WORDS

Spain, woman, responsibilities, work, politics

SUMARIO

I. INTRODUCCIÓN, II. L'HERITAGE DU XIX^e SIECLE, III. L'EPOQUE FRANQUISTE, IV. LA FEMME DE LA TRANSITION DEMOCRATIQUE A NOS JOURS, V. CONCLUSION, BIBLIOGRAPHIE, Bibliographie consultée, Bibliographie citée dans l'article, Documents consultés sur Internet, CURRÍCULUM VÍTAE

I. INTRODUCTION

De nos jours, de nombreuses femmes espagnoles jouent un rôle de premier plan dans différents domaines: politique, économique, social, associatif. Toutefois, les choses étant vues de l'étranger, la situation est souvent envisagée de façon négative, voire dans certains cas, condescendante. L'observateur étranger, s'en tenant à des

statistiques brutes, a souvent tendance à voir en Espagne un certain retard vis-à-vis de ses voisins européens.

Le contact avec les deux sociétés, l'espagnole et la française, permet de relativiser et de se garder des appréciations à l'emporte-pièce. La situation de la femme française est-elle toujours aussi enviable que l'on veut bien le dire? Accède-t-elle si facilement aux postes de décision? On ne peut pas nier non plus que de nos jours, de nombreuses femmes espagnoles accèdent soit aux leviers de commande, soit tout au moins à des postes de décision ou de responsabilité. On n'a pu aboutir à cette situation en un jour et cette étude a pour objet d'examiner l'évolution, observant des données historiques, sociologiques, politiques ou économiques.

Compte tenu qu'elle porte sur une durée d'un peu plus d'un siècle (de la fin du XIX^e Siècle et du début du XX^e à nos jours), elle ne peut nullement être exhaustive (le sujet est bien trop vaste). Les documents utilisés sont en grande partie historiques : textes législatifs, sociologiques, données statistiques. La littérature trouve également sa place : certains personnages ou certaines situations romanesques sont souvent très représentatifs d'une réalité sociologique. Pour la période contemporaine, il s'agit en grande partie de statistiques fournies par l'Instituto de la Mujer, véritable mine d'information. S'agissant de cet organisme, sachant qu'il existe à la fois au niveau national et au niveau régional dans les différentes Communautés Autonomes, il convient de préciser que c'est le premier qui a été consulté. On ne peut comprendre la situation actuelle sans examiner l'héritage du XIX^e Siècle, en particulier en matière d'éducation, celle-ci jouant un grand rôle dans le conditionnement des comportements, en particulier féminins. Cette question étant extrêmement vaste, il n'est pas possible de se montrer exhaustif, ce n'est pas non plus le but. La réflexion est partie d'une comparaison avec la France, beaucoup d'idées préconçues visant à envisager l'Espagne comme ayant un retard de mentalité par rapport à celle-ci. Cette première partie n'est donc pas à proprement parler historique, elle met en lumière certains points particuliers permettant de déterminer si ce retard supposé est réel ou non, certains éléments assez anecdotiques pouvant apporter un éclairage significatif. Ensuite, sera abordée l'époque franquiste, une période charnière très complexe au cours de laquelle de nombreuses mutations étaient en gestation. Toutes les sociétés européennes ont connu alors des changements profonds et l'Espagne n'échappe pas à la règle. Ajoutons à cela qu'il s'agit d'une période très longue, la société de 1939 n'est pas celle de 1975, tant au point de vue sociologique qu'économique ou même politique. On débouchera enfin sur la période contemporaine, de la Transition Démocratique à nos jours, en tentant de dégager des tendances à court ou moyen terme, en particulier face aux nouveaux défis de la société.

II. L'HERITAGE DU XIX^e SIECLE

Le XIX^e Siècle, c'est pour l'Espagne la Révolution Industrielle, avec, entre autres choses l'innovation des Chemins de Fer, l'essor de l'extraction minière, de la métallurgie, de la sidérurgie, ainsi que de l'industrie textile, l'essor industriel étant durant de nombreuses décennies concentré en grande partie sur la Catalogne (industrie textile) et le Pays Basque (extraction minière et métallurgie). En dehors de la construction du réseau ferré, les principaux moteurs de l'industrialisation sont «l'utilisation de l'énergie hydraulique et de la machine à vapeur» (Benassar, 1985, p 676). L'exportation de minerai de fer passe de 69 mille tonnes en 1856 à 8 675 000 tonnes en 1900 (Vicens, 1987), des données confirmées en d'autres termes par Miguel Artola, précisant que la production de fonte est multipliée par six entre 1850 et la fin du siècle (Artola, 1974). Les activités industrielles sont diversifiées, l'industrie textile occupant une place de tout premier plan tout au long du siècle (Benassar, 1985). Même si cette mutation est fragile en raison de «la taille modeste et l'équipement réduit des ateliers» (Broder, 1998), elle n'en est pas moins durable due en grande partie à des investissements massifs de capitaux étrangers (Ibid., p 39)

Cet essor industriel a pour corollaire le développement de la bourgeoisie, avec, en Espagne comme ailleurs, les modèles sociaux qui en découlent.

Cela signifie que dans ce type de société la femme n'est appelée qu'à jouer un rôle de second plan, n'étant qu'exceptionnellement impliquée dans le monde des affaires et systématiquement écartée du pouvoir politique. Son niveau d'études reste généralement bas, plus bas en moyenne que celui des hommes en tous cas, malgré la loi Moyano de 1857 instaurant l'instruction publique obligatoire pour tous les enfants de 6 à 9 ans (filles ou garçons).

Dans ce type de société, la femme n'a que des possibilités limitées: la femme du peuple n'a souvent d'autre choix que de travailler aux champs. Malgré la Révolution Industrielle, l'Espagne est encore très rurale, à l'instar de ses voisins européens d'ailleurs; n'oublions pas qu'en France, lorsque l'école obligatoire a été instaurée, les dates de vacances étaient prévues de façon à ce que les enfants puissent participer aux travaux des champs. Si elle est citadine, il lui échoit d'aller à l'usine, dans l'industrie textile par exemple, ou les manufactures de tabacs. Il lui reste encore la possibilité des emplois de domestique. Généralement, tant dans les campagnes que dans les villes, les conditions de travail sont très rudes, et les salaires très inférieurs aux salaires masculins. Celles qui échappent à cette condition prolétarienne entrent bien souvent dans la catégorie des prostituées, femmes entretenues, ou ce que l'on appelait à l'époque les «cocottes».

Quant à la femme bourgeoise, elle se doit de ne pas travailler, l'absence d'activité professionnelle étant un signe extérieur de statut social. Les codes de comportement auxquels elle doit se conformer sont on ne peut plus stricts.

Les rares femmes qui parviennent à sortir de ces schémas sont celles qui décident d'étudier pour devenir institutrices, ou maîtresses d'école comme on disait à l'époque. Elles appartiennent généralement à la classe moyenne inférieure et décident de prendre leur destin en main. Bergasa (2002) souligne très bien la place occupée dans la société par ces jeunes filles. Il explique: «Nous pouvons donc affirmer que les classes les plus modestes, en ce qui concerne la femme, manifestent dans la seconde moitié du XIX^e Siècle et dans le premier tiers du XX^e, un désir de changement et de promotion sociale. Des salariées, des prolétaires, des filles de la classe moyenne inférieure, quelques unes filles de parents aux idées modernes, commencent à changer de statut et à remodeler le panorama social. Les plus modestes financièrement veulent progresser socialement, les autres veulent faire face aux adversités de l'avenir prévoyant un métier au cas où le père viendrait à disparaître prématurément» (Bergasa, 2002, pp. 47-48) On ressent chez ces quelques jeunes filles se destinant à un métier, généralement l'enseignement, une volonté évidente de prendre elles-mêmes leur destin en main, tout en accédant à «des classes sociales plus élevées» » (Ibid., p. 48)

La bonne société perçoit immédiatement le danger que représente un tel comportement pour l'ordre établi y voyant «un danger moral pour les mœurs traditionnelles» (Ibid., p. 47). Dans certains cas la mutation n'est pas réussie: «Josefina veut cesser d'être une ouvrière et étudie pour devenir maîtresse d'école. Echappe-t-elle à la prostitution? Non.» (Ibid., p. 41)

Il est malaisé de sortir de sa condition, mais, malgré certains échecs, c'est parmi ces pionnières qu'il faudra voir en germe une nouvelle génération de femmes. Elles ont en commun d'appartenir à la couche inférieure de la classe moyenne et de vouloir s'élever. Peu de métiers sont alors ouverts aux femmes en dehors de la condition ouvrière: «on pourrait affirmer que la seule profession ouverte aux femmes et représentant la plus haute formation était celle d'institutrice. Il faudrait y ajouter les infirmières et les sages-femmes, mais il faudra attendre les années 1870 pour que d'autres possibilités leur soient offertes par l'intermédiaire des krausistes.» (Ballarín, 2001, p. 66). De nombreuses tentatives eurent lieu dans les deux dernières décennies du XIX^e Siècle pour permettre aux femmes d'accéder au grade de bachelières et d'intégrer l'Université, mais le combat ne fut pas sans difficultés (Ibid., pp. 72-84). Ce n'est qu'au cours des premières décennies du XX^e Siècle, avec l'essor du commerce, des transports, des services, générant de nombreuses professions de bureau, que des emplois plus diversifiés commencent à s'offrir aux femmes, en particulier de la classe moyenne. (Ibid., p. 87)

Si l'on laisse de côté momentanément ces femmes tentant de prendre en main leur destin, les autres, les «femmes bien» n'ont d'autre choix que de se conformer au modèle en vigueur. «La norme, la routine, la solidité familiale... Pour obtenir cette solidité, on fait appel ensuite à d'autres valeurs qui sont déviées et dénaturées. La fidélité de la femme, par exemple, s'avère être moins belle si elle est surévaluée» (Revilla, 1975, p. 244) «La femme est envisagée exclusivement en fonction de sa maternité :

ce qui permet à l'époux des incursions extra conjugales, dissimulées par la société, mais tolérées avec un sourire indulgent» (Ibid., pp. 244-245) L'épouse doit accepter cette situation et «dans la mesure où la femme continue à ne pouvoir choisir son mari –imposé par la famille pour des motifs liés aux affaires ou au «qu'en dira-t-on»– l'hypertrophie de ses sentiments maternels en sera une conséquence inévitable...la femme (doit) se consacrer pleinement, avec ferveur à ses tâches de mère.» (Ibid., p. 245) En résumé une bonne épouse contribue à faire fructifier le patrimoine (en se conformant à l'union imposée par la famille). En étant une bonne mère elle contribuera utilement à la transmission de ce patrimoine.

L'obéissance, une des premières vertus enseignées par l'éducation, figure au tout premier plan, la religion jouant à cet égard un rôle essentiel. Il n'est donc en aucun cas question de dispenser la même éducation aux filles et aux garçons. On a déjà remarqué une plus grande permissivité à l'égard de ces derniers. Que doit savoir une femme? En premier lieu, elle doit savoir exercer «las labores propias del sexo», les tâches essentiellement féminines: travaux d'aiguille, entretien de la maison... Les principes d'éducation des jeunes filles apparaissent de façon très claire dans un manuel scolaire amplement diffusé dans les premières décennies du xx^e Siècle et fréquemment utilisé par nos mères et grand' mères. Il s'agit de *Flora* de Pilar Pascual de Sanjuán. Ce manuel a pour objet l'éducation de la parfaite jeune fille; il se compose de trois parties, la première consacrée à la petite enfance, la deuxième à l'enfance et la troisième à l'adolescence. Chaque partie comporte un certain nombre de chapitres mettant en situation l'héroïne Flora, dans un but à la fois didactique et moral. Les situations présentées sont le prétexte à guider l'enfant par des considérations sur la morale ou la religion. Les chapitres consacrés à l'Histoire d'Espagne, à la littérature ou aux sciences abondent également. Le contenu de cet enseignement pourrait à lui seul faire l'objet d'une étude déterminant les idéologies véhiculées et transmises. L'enseignement de la jeune fille ne se limite pas aux travaux d'aiguilles, les différentes leçons dispensées dans cet ouvrage sont assez denses. Toutefois, d'un point de vue moral et sociétal, quelques exemples suffisent à donner une idée de ce que pouvait être la jeune fille idéale. Dès son plus jeune âge, elle doit avoir un aspect très soigné et très pur: «Flora avait quatre ans. Elle venait tout juste d'étrener une jolie robe blanche que sa mère lui avait cousue, et elle était très belle dans ce mignon vêtement de la couleur de l'innocence.» (Pascual, 1928, p. 30) Elle doit avoir un comportement discret et modeste, «elle savait très bien qu'il faut toujours essayer de ne pas ennuyer les hommes d'affaires avec les récits déplaisants des petits soucis domestiques.» (Ibid., p. 348) Elle est bien sûr une maîtresse de maison accomplie faisant régner dans sa demeure «l'hygiène, l'ordre et l'économie» (Ibid.). L'éducation idéale consiste essentiellement à devenir «une épouse modèle et une excellente mère» (Ibid., p. 366). Les valeurs dominantes sont axées sur la famille: «Le devoir du père est d'assurer la subsistance de la famille, la protéger et donner le bon exemple; celui de la mère est d'en distribuer les ressources, veiller à l'ordre, à l'hygiène et à l'économie, reprendre, conseiller et être l'ange gardien du mari et des enfants, le devoir de ces derniers est d'observer et

respecter ses parents, et celui de tous, de s'aimer les-uns les autres.» (Ibid., pp. 158-159)

Tout ceci revient à dire que, pendant toute la période de la fin du XIX^e Siècle et les premières décennies du XX^e Siècle, il existe peu de modèles féminins. La femme du peuple n'a guère le choix entre le travail pénible de l'usine ou des champs, lorsqu'elle ne sombre pas dans la prostitution. La femme bourgeoise est à l'écart de la vie économique et publique, elle n'exerce pas d'activité, sa sphère d'influence se limite à la famille. C'est dans la classe moyenne que l'on note l'émergence timide d'une femme qui travaille, exerçant généralement une profession spécifiquement féminine: institutrice, infirmière, sage-femme. Parallèlement à ce mouvement le modèle imposé par la bourgeoisie semble se généraliser; être femme au foyer est un signe de statut social.

On pourrait penser que, les gens aspirant généralement à s'élever dans l'échelle sociale, ce modèle pourrait tendre à se généraliser au cours du XX^e Siècle.

Ce serait compter sans un certain nombre d'événements qui ne manqueront pas de faire évoluer les choses. La dictature de Primo de Rivera, soucieuse de promouvoir un modèle de femme conforme aux idéaux de l'action catholique, assigne à la femme un rôle fondamental en matière «d'éducation morale et religieuse des enfants» (Barrachina, 2007, p. 115), affichant une préoccupation particulière pour l'éducation et l'enseignement des filles. Parallèlement l'urbanisation croissante, le taux de scolarisation plus élevé, ainsi que «l'irruption du cinéma et de la radio» (Ibid.) présagent des changements profonds. Peu après, la proclamation de la République le 14 avril 1931 ainsi que la Guerre Civile (1936-1939) ont constitué d'importantes déflagrations (tout comme les deux conflits mondiaux dans d'autres pays européens). Toutefois, malgré quelques personnalités particulièrement emblématiques comme Dolores Ibarruri, la Pasionaria, ou Federica Montseny, ministre de la Santé et de l'Aide Sociale en 1936 (Ballarín, 2001, p. 106), ou encore, pour le camp nationaliste, Pilar Primo de Rivera, à l'origine dès 1934 de la section féminine, la politique reste de manière générale une affaire d'hommes. Certes, dès le 1^o octobre 1931, les femmes espagnoles avaient obtenu le droit de vote, non sans que cela suscite force débats, certains membres des partis de gauche invoquant notamment une supposée tendance au conservatisme des femmes pour leur refuser le droit de vote. En dehors des événements politiques, bien des changements au cours du XX^e Siècle feront évoluer la condition féminine, non seulement en Espagne, mais également dans tous les autres pays occidentaux. Les mutations déjà amorcées au début du siècle se confirment et s'amplifient. Les transports toujours plus aisés et rapides favoriseront les contacts et les échanges, sans oublier la généralisation de moyens d'expression jouant un rôle essentiel dans l'évolution de la société. Federico Revilla le souligne fort justement: «l'apparition du cinéma représente l'une des secousses les plus violentes contre l'immobilisme de la tradition» (Revilla, 1975, p. 261), soulignant qu'il s'agit d'un «art doté d'un exceptionnel pouvoir d'influence.» (Ibid.)

Ces différents éléments ne manqueront pas de provoquer des mutations profondes au cours du xx^e Siècle.

III. L'EPOQUE FRANQUISTE

C'est à cette époque charnière que se situe la victoire nationaliste. Sans faire une étude détaillée, bien des choses ont d'ailleurs été écrites sur cette période, on peut examiner les idéologies en cours, ainsi que les différents apports qui ont pu influencer sur la société.

Tout d'abord, on ne peut ignorer la personnalité féminine dominante que fut Pilar Primo de Rivera. Fille du général dictateur et sœur du fondateur de la Phalange José Antonio, Pilar Primo de Rivera est à la tête de la Sección Femenina depuis le 9 octobre 1934 (Ballarín, 2001, p. 120). La Sección Femenina, articulée en un réseau de Délégations Provinciales et Délégations Locales, vise tant à éduquer les femmes qu'à structurer l'activité féminine. De nombreuses études très détaillées ont déjà été faites à ce sujet. Pour résumer, il suffit de dire que la Sección Femenina visait à promouvoir la femme épouse et mère au foyer conforme au modèle bourgeois en vigueur à la période précédente, un modèle qui n'est pas sans évoquer l'image de la *Perfecta Casada* chère à Fray Luis de León, les références au Siècle d'Or étant alors très fréquentes.

La deuxième action marquante de la Sección Femenina a consisté à promouvoir le Service Social instauré au cours du conflit (décret du 7 octobre 1937) (Ballarín, 2001). Le Service Social a été confirmé par la victoire nationaliste, décret du 31 mai 1940 (Ibid.). Ce service consistait, après une période de formation, à accomplir un certain nombre de tâches d'intérêt national. Le Service Social était d'une durée de 6 mois et obligatoire (sauf incapacité physique, veuvage, etc.) indispensable pour accomplir un certain nombre de formalités comme par exemple l'obtention d'un permis de conduire ou d'un passeport, ou pour avoir le droit de se présenter à un concours administratif (Martín, 1987).

En fait, dans son action à la tête de la Sección Femenina, Pilar Primo de Rivera ne faisait que reproduire les conceptions de son frère qui affirmait: «la femme accepte pratiquement toujours une vie de soumission, de service, de sacrifice à une tâche». (Ibid., p. 58) Elle se conforme à «l'idéal de la maîtresse de maison économe et prudente» (Ibid., p. 56) se faisant ainsi l'écho du modèle proposé par *Flora*. La description de la photo de famille du Général Primo de Rivera par la même Carmen Martín Gaité correspond très exactement à ce schéma: le dictateur et ses trois fils debout au deuxième plan, l'allure martiale, l'épouse et les deux filles assises au premier plan, l'attitude passive et les pieds croisés. (Ibid.).

La femme espagnole du début de l'ère franquiste évolue dans un cadre très précis et structuré, sa préoccupation essentielle, pour ne pas dire son obsession, étant le mariage. De nombreux témoignages existent à ce sujet, en particulier dans la littérature ; ils décrivent avec précision le «parcours du combattant» que représentait la recherche du fiancé. Il s'agissait d'une véritable course; Carmen Martín Gaité, romancière particulièrement représentative de l'époque emploie à diverses reprises le terme de «caza». «L'homme était le noyau de référence pour ces Pénélopes condamnées à coudre, à se taire et à espérer. Coudre en espérant qu'apparaisse un fiancé tombé du ciel. Coudre ensuite, s'il avait fait son apparition, pour combler l'attente du mariage, pendant que lui se forgeait un avenir en préparant des concours.» (Ibid., p. 72) Ce type de fille apparaît fréquemment dans les romans de l'époque; on peut citer une fois encore Carmen Martín Gaité, particulièrement *Entre visillos* dont l'un des thèmes essentiels est précisément cette indispensable course au fiancé. Un exemple particulièrement éloquent est le dialogue entre Gertru et son fiancé, elle, souhaitant terminer ses études secondaires, la réponse du jeune homme est catégorique: «pour te marier avec moi tu n'as pas besoin de connaître le latin ni la géométrie; cela suffit amplement que tu saches être une femme d'intérieur.» (Martín, 1957, p. 174). Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, mais des cas de ce genre abondent chez de nombreux romanciers de l'époque, on peut citer rapidement Miguel Delibes (particulièrement *Cinco horas con Mario*) ou encore Luis Romero (*La noria*), Camilo José Cela (*La colmena*), Rafael Sánchez Ferlosio, qui avait été l'époux de Carmen Martín Gaité (*El Jarama*).

Dans certains cas, la course au fiancé tourne véritablement à l'obsession car la concurrence est grande, particulièrement dans les petites villes. Toute nouvelle venue est une intruse, pour ne pas dire une ennemie. Carmen Martín Gaité décrit «ces nouvelles qui étaient une vraie plaie car elles s'accaparaient tous les célibataires. Elles allaient à la chasse et avec quel aplomb!» (Martín, 1957, p. 114).

A travers ces différents portraits on pourrait penser que la femme est définitivement reléguée dans ses foyers. Or si l'on observe l'évolution de la situation économique et sociologique, on constate qu'aucune autre époque précédemment n'a connu de plus grandes mutations. Malgré l'austérité imposée officiellement, une volonté d'émancipation féminine se fait jour rapidement.

Si la femme issue des milieux ouvriers n'a guère le choix que de continuer à accepter sa condition pour survivre, les jeunes filles de la bourgeoisie affichent, dès les années quarante, une volonté d'être à la mode, d'être «dans le coup», comme on dit familièrement. Carmen Martín Gaité décrit de façon extrêmement savoureuse le comportement de ces jeunes filles surnommées «niñas topolino» (Martín, 1987) Pourquoi ce nom? Ou ce surnom? Il vient d'un modèle d'automobile commercialisé par la firme FIAT qui avait été affublé de ce surnom. Par un glissement sémantique le nom de «niña topolino» s'est rapidement appliqué à un type de jeune fille gâtée et capricieuse préfigurant la société de consommation et arborant les chaussures à semelles compensées très volumineuses fort en vogue à l'époque (Ibid). Ces jeunes filles affichant ces

souliers jugés extravagants et contraires à la retenue exigée sont souvent décrites avec humour dans la revue satirique *La Codorniz*. Elles étaient un défi aux «modèles de conduite régis par la prudence et la raison.» (Ibid.) Il ne s'agit encore que d'un prototype anecdotique, préfigurant simplement un phénomène largement amplifié dans les années 60, avec un accès plus large à la société de consommation.

On ne peut bien comprendre cette évolution sans observer la nouvelle ère économique constituée par les années 60. Le point de départ de cette mutation fut le Plan de Stabilisation de 1959. Celui-ci comportant un certain nombre de mesures de rigueur, en particulier d'ordre monétaire, provoqua dans un premier temps une vague de récession, engendrant un phénomène migratoire sans précédent, tant intérieur qu'extérieur. On assiste tout d'abord à un exode rural important:

Tableau n°1: nombre de personnes se déplaçant de la campagne vers la ville (à l'intérieur de l'Espagne)

Années	Déplacements campagne-ville
1964	498 203
1965	448 126
1970	380 351
1973	438 919

(Source : *Anuario Económico y Social de España 1975* dirigido por Ramón Tamames, ANECSE, Ed. Planeta, 1976, 463 p. p. 195)

Un pan important de la population passe de la ville à la campagne, avec toutes les modifications que cela peut induire sur les mentalités. A l'époque, tant en Espagne que dans les autres pays européens, la différence de mode de vie et de mentalité était plus marquée que de nos jours entre la ville et la campagne.

Dans le même temps, l'émigration extérieure connaît également un essor sans précédent:

Tableau n° 2 : émigration extérieure de 1963 à 1973

Année	Nombre d'émigrants
1963	158 686
1964	205 692
1965	183 251
1966	155 971
1967	124 530
1968	168 771
1969	207 268
1970	203 887

1971	213 930
1972	216 910
1973	197 648

(Source : Ibid. p. 197, données fournies par l'Instituto Nacional de Emigración)

Les principaux pays de destination sont la France, suivie de l'Allemagne, la Suisse, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique. Cette émigration massive a pour double conséquence la confrontation avec d'autres sociétés et d'autres mentalités, ainsi que l'accès à des salaires plus élevés qu'en Espagne, permettant d'acquérir de nombreux biens de consommation.

Ces mouvements de population massifs ont pour double conséquence la confrontation avec d'autres sociétés et d'autres mentalités ainsi que l'accès à un mode de vie plus confortable. On ne peut décrire cette mutation profonde sans évoquer deux autres facteurs fondamentaux: l'apport d'importants capitaux étrangers et le tourisme.

L'investissement de capital à long terme passe de 93,99 millions de dollars en 1959 pour atteindre 278,97 millions en 1960 (les mesures du Plan de Stabilisation en faveur des importations de capitaux se font immédiatement sentir). Ces investissements atteignent 331,43 millions de dollars en 1965 et 787,65 en 1970 (Ibid.). Là non plus, l'impact n'est pas uniquement matériel. En particulier au niveau de l'encadrement, dans les filiales espagnoles de sociétés étrangères, le personnel est en contact quotidien avec des personnes issues de la maison-mère.

Le tourisme joue un rôle tout aussi fondamental. Il explose littéralement au cours de la décennie des années 60:

Tableau n° 3 : Evolution du tourisme de 1959 à 1970

Années	Nombre d'entrées	Recettes (millions \$)
1959	2 863 000	158,9
1965	11 079 000	1 104,9
1970	21 267 000	1 680,8

(Source : Ibid.)

Là encore les effets se font sentir à la fois au plan financier et économique par les entrées massives de devises, et au plan sociologique par le contact avec des modèles extérieurs.

Pendant cette même période l'Espagne connaît un taux de croissance sans précédent se traduisant de façon spectaculaire sur le niveau de vie. La consommation de biens et services passe de 795,9 milliards de pesetas en 1964 à 1 842,7 en 1970, soit une progression de 131,5%, un chiffre qu'il faut cependant relativiser compte tenu

de l'inflation de l'époque. Néanmoins on peut observer un autre phénomène intéressant : dans le même temps le budget d'alimentation des ménages progresse seulement de 96,8% pendant que l'acquisition de biens de consommation durable connaît une augmentation de 154,3% et l'habillement de 188%. (Ibid.) L'alimentation représente 42,6% du budget des ménages en 1964 et 37,17% en 1970. (Ibid.)

Tous ces chiffres sont parlants, ils indiquent non seulement que les espagnols s'alimentent mieux et s'habillent mieux, mais aussi qu'ils consacrent désormais une part croissante de leurs revenus à l'acquisition d'autres biens, en particulier durables. En clair c'est la manifestation de l'arrivée massive dans les foyers de biens tels qu'automobiles, lave-linge, réfrigérateurs, téléviseurs, etc. Ainsi l'industrie espagnole produit 39 732 véhicules de tourisme en 1960, 112 672 en 1964 et 450 426 en 1970 (Ibid. 343).

Il ne faudrait pas croire que ces considérations nous éloignent de notre propos, bien au contraire. Elles indiquent un changement radical des conditions de vie au long des années 60. De nombreuses disparités existent encore et comment pourrait-il en être autrement ? Malgré tout, cela indique clairement l'entrée dans la société de consommation. Cet accès à un plus grand bien-être, l'aspiration à plus de confort, ainsi que le désir grandissant de se rapprocher des standards étrangers, tout cela est bien peu conforme à l'austérité de mœurs prônée dans les premières années du régime. Les femmes espagnoles sont toujours majoritairement des femmes au foyer, toutefois, une évolution intéressante se fait jour au cours de cette période. Le nombre de femmes exerçant une activité professionnelle reste assez bas, mais en progression constante. En 1960, elles sont 2 379 000 à occuper un emploi, représentant un peu plus de 20% d'une population active de 11 816 000 personnes, avec un taux d'activité de 15,2%. En 1964, elles sont 2 799 500 avec un taux d'activité de 16,92% ; en 1970, elles sont 3 043 900 avec un taux d'activité de 17,48%. (Ibid., 198)

Cette évolution est d'autant plus significative que dans une société souvent perçue comme machiste, moins de femmes pourraient être tentées de travailler, compte tenu de l'élévation du niveau de vie, impliquant une nécessité moindre. Conscientes d'accéder à un statut social plus élevé, les femmes espagnoles pourraient aspirer à rester au foyer. Or c'est le contraire qui se passe, et c'est d'autant plus significatif que sur le marché du travail elles sont bien souvent concurrencées par leurs collègues pratiquant fréquemment le «pluriemploi». On peut en déduire qu'une nouvelle génération de femmes, plus instruites, plus exigeantes peut-être, que leurs mères et grand'mères aspirent à exercer une activité professionnelle propre.

Quant aux secteurs d'activité qu'elles exercent, on constate une certaine évolution dans la deuxième moitié des années 60.

Tableau n° 4 : *Activité des femmes : répartition par secteur*

Années	Agriculture	Industrie	Services
1964	28,7%	28,3%	41,6%
1970	25,93%	25,75%	47,04%

(Source: Ibid.)

L'agriculture recule nettement, alors que l'on assiste à une tertiarisation de l'activité, un schéma tout à fait conforme à l'évolution générale de l'activité économique.

A cette époque la politique est encore et toujours une affaire d'hommes, un phénomène pas forcément imputable uniquement à la dictature. En effet, pour comparer avec un pays proche géographiquement tel que la France, on observe strictement la même chose. Ce n'est réellement que dans les années 70 que l'on a commencé, avec circonspection, à nommer des femmes sur des postes ministériels, et encore en les cantonnant aux Affaires Sociales ou à la Famille, c'est-à-dire en étendant à la vie publique le concept de femme-mère. L'Espagne, malgré le contexte politique particulier qui est le sien à l'époque, ne fait donc pas vraiment exception à la règle.

On assiste donc à partir du début des années 60 à une mutation importante de la société espagnole, mutation à laquelle la femme qui en est partie intégrante ne peut être étrangère.

L'amélioration des conditions matérielles, le contact de plus en plus important avec des modèles extérieurs, l'accession croissante au monde du travail et des études, font que la femme espagnole depuis la transition démocratique jusqu'à nos jours se démarque très nettement par rapport à ses mère et grand'mère.

IV. LA FEMME DE LA TRANSITION DEMOCRATIQUE A NOS JOURS

Avec la transition démocratique, la composition de la population (tant féminine que masculine d'ailleurs) a évolué. En premier lieu, le temps a fait son œuvre, il s'est écoulé trente six ans entre la victoire nationaliste et la mort du Général Franco. Les générations se sont renouvelées et ne peuvent, quel que soit leur contexte familial ou idéologique, avoir des schémas de pensée identiques à ceux des années 30 ou 40. Peu d'exilés reviennent en fait en Espagne, et même s'ils reviennent, ils sont généralement trop âgés pour appartenir véritablement à la population active, ou jouer un rôle significatif dans la vie publique. Par contre, les émigrés des années 60 reviennent en masse. Avec la crise, ils ne trouvaient plus dans les pays d'Europe du Nord les conditions favorables de la décennie précédente. Le chômage touche alors toute l'Europe, n'encourageant pas l'émigration, mais engendrant au contraire un retour en masse

vers le pays d'origine. Les nouvelles femmes espagnoles ont donc connu des éducations multiples : éducation dans l'Espagne des années 50-60-70 ou éducation hors des frontières. Dans tous les cas de figure elles n'ont plus grand chose à voir avec celles de 1939.

La femme émigrée, par définition, a connu d'autres modèles que ceux enseignés en Espagne. Mais la femme éduquée en Espagne, cela a largement été démontré, a eu connaissance de modes de vie ou de pensée extra péninsulaires, sans oublier l'impact sur les mentalités de l'amélioration du niveau de vie.

En premier lieu, à partir des années de la Transition, le cadre légal change du tout au tout. A vrai dire, les choses avaient commencé à évoluer dès les années 60. Les premières années du franquisme tendaient à vouloir protéger la femme et à l'inciter à rester au foyer, d'où des incitations financières importantes («plus familial», «plus de *cargas familiares*»). Vers la fin du régime, concrètement à partir des années 1963-1965, la politique familiale tend à décliner, le «plus de *cargas familiares*» est aboli. Cette nouvelle orientation est confirmée dans les toutes premières années de l'après franquisme. En pesetas constantes de 1976, les dépenses de prestations familiales de 1976 représentent 64% de celles de 1965 (union des familles, 2008). Dès ces années-là, la politique antérieure est considérée comme trop traditionnelle et conservatrice. Dans cette optique l'une des premières mesures consiste à supprimer l'allocation pour épouse à charge. Les allocations familiales proprement dites tendent à disparaître, confirmant largement la tendance ébauchée antérieurement. Si en 1958 les allocations familiales représentent 59% des transferts sociaux, elles passent à 21% en 1972 pour atteindre seulement 0,5% en 1990. (Ibid., p. 2) La nouvelle tendance est à une faiblesse de la politique familiale, alors que dans le même temps l'accent est mis sur une politique très volontariste en matière d'égalité hommes-femmes. (Ibid.) Dans ce domaine, l'Institut de la Femme (Instituto de la Mujer) joue un rôle essentiel. Il s'agit aujourd'hui du principal organisme chargé de la politique en faveur des femmes sur le plan national, source inépuisable également d'un point de vue statistique.

Dans cette optique de l'égalité hommes-femmes, le PSOE s'est montré particulièrement actif lorsqu'il a été au pouvoir. La dernière législation en date est celle du 27 mars 2007, faisant elle-même suite à un certain nombre de mesures et reprenant en particulier des dispositions du Plan de Conciliation (Concilia Plan) adopté en décembre 2005 en faveur des seules fonctionnaires d'Etat. Ce plan comportait deux séries de dispositions:

- Faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale pour les salariés des deux sexes,
- Améliorer l'égalité dans la vie professionnelle

(IRES, 2007)

Les principales mesures visent à créer un nouveau congé de paternité de 13 jours pour une naissance ou une adoption (la durée devait progressivement être augmentée) et à améliorer les conditions du congé de maternité. En outre, les femmes réduisant leur temps de travail quotidien pour s'occuper des enfants seront considérées comme ayant cotisé une journée complète à la Sécurité Sociale.

Le plan aborde également le problème de l'égalité professionnelle dans l'entreprise. Les entreprises comptant plus de 250 salariés devront obligatoirement négocier un plan d'égalité hommes-femmes en termes de rémunération et en termes de progression de carrière (Ibid.) En ce qui concerne les Conseils d'Administration, la loi se montre radicale, incitant dans un délai de 8 ans à une parité totale hommes-femmes. Actuellement, toujours selon l'étude de l'IRES publiée en juillet 2007, seules 4% de femmes siègent dans les Conseils d'Administration des entreprises; cette information devant toutefois être manipulée avec précaution, car les données peuvent être très variables selon l'importance des entreprises. Si les premières mesures ne suscitent guère d'opposition (financées par le système de Sécurité Sociale elles ne coûtent pas à l'entreprise), la CEOE voit dans la dernière une violation de l'exercice de la libre activité économique (Ibid.). Toutes ces dispositions semblent favorables aux femmes dans la mesure où elles préconisent un plus grand partage des responsabilités familiales, mais compte tenu des habitudes de la société (en Espagne comme dans bien des pays européens), il ne faudrait pas que le côté contraignant pour les entreprises produise l'effet inverse.

Si l'on observe les conséquences de la nouvelle politique familiale, on ne peut manquer de rapprocher la tendance à la suppression des allocations familiales de la faible progression démographique que connaît l'Espagne actuellement. Cela apparaît nettement dans l'évolution démographique de ces dernières années. Alors qu'en 1976 les femmes espagnoles avaient encore l'un des plus forts taux de fécondité derrière les portugaises (2,79 enfants par femme, 2,82 au Portugal), dix ans plus tard la femme espagnole se trouve au niveau des pays d'Europe du Nord (1,56 en Espagne en 1986, 1,54 en Belgique la même année). En 2005 le phénomène est encore plus marqué: le taux est de 1,35 en Espagne. Seules l'Italie et la Grèce atteignent des niveaux inférieurs avec respectivement 1,31 et 1,33. A noter que cette même année 1,33 est également le taux de l'Allemagne, alors que la France arrive en tête avec 1,94.

(Número de hijos medio por mujer en la UE, 2008)

Parallèlement, l'âge de la première maternité se situe de plus en plus tard. S'il est encore de 29 ans en 1990, il approche les 31 ans en 2005 (30,93 ans) Sur une liste de 28 pays européens, seuls 5 dépassent les 30 ans: le Danemark, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède, se répartissant d'ailleurs tant au nord qu'au sud du Continent (*Edad de la primera maternidad en la UE según países, 2008*)

Ces chiffres nous enseignent en premier lieu que les espagnoles hésitent de plus en plus à avoir des enfants. L'image traditionnelle de la femme mère au foyer apparaît

pour ainsi dire caduque. Qui est donc la nouvelle femme espagnole? Elle est présentée de façon humoristique par Carmen Rico Godoy dont les chroniques faisaient le bonheur des lecteurs de *Cambio 16* dans les années 1980-90. Dans *Cómo ser una mujer y no morir en el intento* (Rico, 1990), elle explique de façon souvent assez comique, parfois un peu tragique, et avec force éléments autobiographiques quelle est la condition de la femme espagnole de la fin du XX^e Siècle. Véritable femme-orchestre, elle doit être aussi à l'aise avec son PC qu'avec le chariot pour faire les courses ou face à ses fourneaux. Son comportement au travail ? Il se doit d'être irréprochable à tous égards. Elle explique elle-même : «mes supérieurs peuvent me reprocher de ne pas faire les choses bien, où de ne pas avoir de goût à les faire, mais jamais il ne m'ont reproché de me comporter comme une femme dans le travail ou de me donner des excuses en tant que telle. (...) J'ai toujours essayé d'éviter que mes problèmes aient un impact sur mon travail, pour qu'on ne puisse jamais dire, qu'on sait bien que les femmes qui travaillent ont une vie compliquée et ne sont pas très fiables» (Ibid., p. 67)

Les choses sont présentées sur le mode humoristique, mais tout le livre est une dénonciation permanente contre un monde extrêmement exigeant envers les femmes, un monde toujours fait par les hommes et pour les hommes. A la lecture de Carmen Rico Godoy, on peut se demander si la femme a le droit d'exister en tant que telle. La dernière réplique de cet essai, très significative, résonne comme un cri, pour ne pas dire un appel au secours. La narratrice, en tête-à-tête avec son troisième mari s'écrie : «je veux être un mec, Antonio, je veux être un mec, un homme». (Ibid., p. 196)

Au-delà de ce ressenti épidermique il faut s'interroger sur la nouvelle condition féminine. Puisque la nouvelle législation veut œuvrer en faveur d'une répartition plus équitable des tâches entre hommes et femmes, on peut observer rapidement une enquête réalisée par l'Instituto de la Mujer sur l'évolution des tâches ménagères. Entre 1993 et 2006 les hommes déclarent successivement y consacrer 2h 30 et 2h 20 quotidiennement, soit une très faible variation entre les deux dates. Pour les femmes l'évolution est plus nette : 7h 58 en 1993 et 5h 59 en 2006, soit une diminution de presque deux heures. Ces chiffres sont bien loin de l'égalité prônée par les textes législatifs. Ce style d'enquête est cependant à manipuler avec précaution, le seul élément pris en compte étant les déclarations des personnes interrogées. (*Media diaria de ocupación*, 2008) Là non plus le phénomène n'est pas spécifiquement espagnol, des enquêtes comparables existent en France.

Une autre étude réalisée en 2000 confirme plus ou moins les mêmes tendances. 85% des femmes contre 25% des hommes déclarent effectuer des tâches ménagères, les hommes restant 36 minutes de plus sur leur lieu de travail et consacrant 42 minutes de plus aux loisirs.

(Benach, Amable, Menéndez et Montaner, 2008)

En ce qui concerne le niveau d'études, on constate une quasi égalité de pourcentage entre hommes et femmes jusqu'à l'étape de la formation et insertion profes-

sionnelle avec un diplôme de l'enseignement secondaire du 2^o cycle. On note une progression très nette en faveur des femmes entre 2000 et 2007. Si en 2000 seules 24,85% des femmes atteignent ce niveau, elles sont 43,69 en 2007. Pour l'étape « études supérieures avant le doctorat », l'évolution est moins spectaculaire : de 48,68% à 50,22% pour les mêmes années. Le niveau d'études des femmes est élevé puisque, bon an mal an, le bilan est alternativement favorable aux hommes ou aux femmes. Toutefois la comparaison avec l'étape antérieure suggère que le niveau d'études ne débouche pas automatiquement sur une formation professionnelle ou un emploi. Enfin, dans la tranche de population qui atteint le niveau le plus élevé, à savoir le doctorat, on ne dénombre que 35% de femmes environ (35,86% en 2000, 34,84% en 2007). La proportion de femmes tend à stagner, voire à régresser, le niveau d'études restant encore supérieur chez les hommes de nos jours.

(Población de 16 y más según nivel de estudios terminados, 2008)

Face à l'emploi non plus hommes et femmes ne sont pas égaux. En 2008, le taux d'activité pour les hommes de 16 à 64 ans est de 82,77% et de 63,23% pour les femmes de la même tranche d'âge. Quant au taux d'emploi, il est respectivement de 76,21% et 55,61% en 2008, ce qui implique un taux de chômage plus important chez les femmes (11,99%) que chez les hommes (7,87%).

(MTAS, 1^o trimestre 2008)

Quant au type d'activité, le secteur tertiaire domine très largement : sur un effectif total de 5 270 200 femmes exerçant une profession en 2006, on en dénombre 4 510 600 dans les services. A l'intérieur de ce secteur, certaines activités sont particulièrement représentées.

Tableau n° 5: Répartition des femmes dans les différentes activités tertiaires

Commerce	Hôtellerie	Immobilier	Education	Sanitaire/social
1 219 500	464 500	1 063 800	328 000	708 900

(Source : Efectivos laborales por sector y sección de actividad, mujeres, 2008)

Les professions traditionnellement féminines restent bien présentes, tendant toutefois à être supplantées par d'autres activités. La diversification des métiers exercés est de plus en plus grande.

Enfin le dernier point à propos de l'activité professionnelle concerne les responsabilités. A l'heure actuelle 1 015 756 postes de responsabilité sont occupés par des femmes sur un total de plus de 5 millions selon le BORME (Boletín Oficial del Registro Mercantil), soit environ 20%, une proportion corroborée par une étude similaire élaborée en 2008 faisant état d'une proportion de 19,89%. (Noticias cada día, viernes, 13 de junio de 2008).

Malgré toutes ces avancées, la main d'œuvre féminine reste assez fragile vis-à-vis du marché du travail. En particulier le taux d'occupation est disparate tout au long de la période normale d'activité (16-64 ans), les femmes ayant généralement un taux d'activité plus élevé aux alentours de 25 ans. Ensuite, les nécessités liées à l'éducation des enfants font baisser le taux, un phénomène assez marqué en Espagne.

(Les femmes dans l'UE : travail l'activité féminine, 2008)

Là encore, il faut nuancer ce propos, le travail à temps partiel étant très pratiqué par les femmes d'Europe du Nord, particulièrement aux Pays-Bas, et peu répandu en Espagne.

Enfin, on ne peut brosser un portrait de la femme espagnole actuelle sans évoquer sa participation et son engagement dans la vie politique. C'est une évidence, au début du xx^e Siècle comme au temps de la dictature, la politique reste l'apanage des hommes. Là encore, il faut se garder de jugements hâtifs. Par exemple, la femme française a dû attendre 1945 pour obtenir le droit de vote, non sans susciter les commentaires narquois des journalistes des actualités cinématographiques chargés de couvrir l'événement lorsqu'elles ont mis pour la première fois leur bulletin dans l'urne. Il a déjà été remarqué que l'entrée des femmes en politique s'est faite timidement et tardivement, en France par exemple à partir des années 70. A l'exception de Mme Poinso-Chapuis, 1^o femme ministre, ministre de la Santé publique et de la Population dans le gouvernement Schuman de 1947, il a fallu attendre 1974 pour qu'une femme, en la personne de Mme Simone Veil ait le titre de ministre à part entière. En dehors de Mme Poinso-Chapuis, les autres auparavant avaient occupé des postes de secrétaires et sous-secrétaires d'Etat. Mme Veil fut ministre de la Santé de 1974 à 1978, puis ministre du Travail de 1978 à 1979. On était donc bien loin des notions d'égalité ou de parité prônées depuis quelques années.

En Espagne, comme ailleurs, les femmes sont entrées tardivement sur la scène politique. Même avant la loi de 2007, l'Espagne figurait en assez bonne position. Lors des élections de 2004, 36% des députés étaient des femmes, alors qu'à la même époque la France n'en comptait que 12%. Elles représentaient 46% du groupe socialiste, le PSOE s'étant dès cette époque astreint à la parité. Mais le PP qui ne s'était pas imposé les mêmes contraintes comptait tout de même 29% de femmes députés (Talents, 2008)

Dès son premier gouvernement en 2004, M. José Luis Rodríguez Zapatero se montrait très attaché à la parité. La loi du 15 juillet 2007 allait également dans ce sens, instituant pour les partis politiques l'obligation de présenter aux différents scrutins des candidats comportant au minimum 40% de femmes (sauf pour les communes de moins de 5000 habitants) (Ibid.) Le gouvernement actuel se conforme à cette règle, incluant autant de femmes que d'hommes.

Qui sont les femmes politiques espagnoles? On pourrait penser que les plus en vue appartiennent essentiellement issues du PSOE, compte tenu de l'idéologie affichée et

de la combativité de ce parti en ce domaine. La liste des femmes politiques les plus populaires en Espagne est donc particulièrement instructive.

(Lista mujeres más populares, 2008)

Les quinze femmes les plus populaires (c'est-à-dire le plus fréquemment citées par les Instituts de sondage) étaient les suivantes au début août 2008 :

- 1) Esperanza Aguirre (PP)
- 2) María Teresa Fernández de la Vega (PSOE)
- 3) Rosa Díez (d'abord PSOE, puis a fondé son propre parti)
- 4) Carmen Chacón (PSOE)
- 5) María San Gil (PP)
- 6) Bibiana Aído (PSOE)
- 7) Magdalena Alvarez (PSOE)
- 8) Cristina Narbona (PSOE)
- 9) Rita Barberá (PP)
- 10) María Dolores de Cospedal (PP)
- 11) Soraya Sáenz de Santamaría (PP)
- 12) Elena Salgado (PSOE)
- 13) Elena Espinosa (PSOE)
- 14) Ana Botella (PP)
- 15) Ana de Palacio (PP)

En examinant cette liste, on observe une égalité presque parfaite entre PSOE et PP en ce qui concerne l'appartenance. 7 d'entre elles appartiennent au PSOE et 7 au PP, la quinzième, Rosa Díez, après avoir appartenu au PSOE, a fondé son propre parti, se situant plutôt dans la mouvance centriste. Quelle que soit la famille politique, on constate une volonté d'engagement tout aussi grande, traduisant un dynamisme important. On peut donc dire que quelle que soit l'évolution politique de ces prochaines années, l'échiquier politique espagnol devra compter avec les femmes.

V. CONCLUSION

On a vu dans un premier temps, au début du xx^e Siècle que l'éducation de la femme était encore très traditionnelle, visant à l'écarter des sphères de décision. Certes, en Espagne, comme chez ses voisins européens, de nombreuses femmes, par nécessité,

travaillaient dans des emplois agricoles ou bien ouvriers. Elles étaient le plus souvent cantonnées à des emplois subalternes, le taux d'activité des femmes à cette époque ne peut donc guère être représentatif d'un rôle de décision dans la société. Toutefois, dès cette époque, dans les classes moyennes une évolution timide se fait jour avec l'aspiration à accéder à des métiers spécifiquement féminins dans un premier temps: institutrice, infirmière, sage-femme.

Ensuite, même si les modèles de bonne éducation restaient assez traditionnels, la femme éduquée se devant de rester au foyer, l'évolution se confirme. L'austérité ne peut pas être maintenue avec la même vigueur pendant une période de forte croissance, ce qui était le cas de l'Espagne des années 60, ou pendant une période d'accession à la société de consommation, ce qui était également le cas de l'Espagne des années 60. Pour appréhender ce processus dans sa totalité, il ne faut pas non plus négliger le rôle fondamental joué par les contacts extérieurs: émigration, tourisme et aussi investissements massifs de capitaux étrangers dans l'économie espagnole. De nombreuses mutations sont par conséquent en gestation dès cette époque. Progressivement, la femme a des aspirations dépassant largement les limites de son foyer. Le niveau d'études est de plus en plus élevé, les femmes accèdent de plus en plus au monde du travail. En ce qui concerne la politique, si de nombreuses femmes espagnoles s'y impliquent de nos jours, il s'agit d'un phénomène relativement récent, mais guère plus que dans d'autres pays occidentaux. La femme espagnole contemporaine apparaît donc active et dynamique en ce domaine, et l'on observe que les femmes les plus en vue sur l'échiquier politique appartiennent de façon quasi égale aux deux grandes tendances du moment. Cela signifie que cette évolution n'est pas due à la pression idéologique d'un groupe ou d'un autre. Il s'agit plutôt d'une tendance profonde indépendante des familles de pensée.

Dans le domaine économique aussi, les femmes sont de plus en plus nombreuses à occuper des postes de décision ou d'encadrement, certaines étant à la tête d'une entreprise.

Cette évolution récente entraîne un certain nombre de questions:

- La femme espagnole a-t-elle renoncé à la maternité, est-elle en voie de le faire, ou bien a-t-elle relégué la procréation au second plan de ses préoccupations? (le taux de fécondité est parmi les plus faibles d'Europe).
- Le rejet de la politique familiale antérieure (en particulier aide aux familles nombreuses) n'a-t-il pas eu un impact important sur la diminution spectaculaire du taux de fécondité? Ne conviendrait-il pas de repenser ces aides?
- Ne faut-il pas également repenser les politiques en faveur de la famille afin en particulier d'inciter les jeunes femmes espagnoles à avoir leur premier enfant plus tôt (l'âge de la première maternité est l'un des plus élevés d'Europe).

- Les lois sur la parité hommes-femmes, en particulier dans le domaine du travail, sont-elles réellement favorables aux femmes ou bien comportent-elles des effets pervers? (les aspects contraignants de la loi ne pourraient-ils pas faire préférer aux employeurs une main d'œuvre masculine?)

Toutes ces questions constituent un certain nombre de pistes qui seront à explorer au cours des prochaines années.

Enfin, la femme étant un acteur de la société, son rôle devra être envisagé tant du point de vue sociologique qu'économique, politique ou démographique. Elle est au cœur de tous ces problèmes, en particulier la démographie, mais elle est aussi électrice, consommatrice, membre d'associations. Elle est donc bien loin de la position en retrait qu'elle occupait il y a encore un siècle et dans les années à venir son rôle ne peut que se définir de façon plus précise, d'autant que les tendances les plus récentes nous montrent qu'elle est particulièrement dynamique.

BIBLIOGRAPHIE

- Bibliographie consultée:

CABRERA PÉREZ, L. A. (2005). *Mujer, trabajo y sociedad (1839-1983)*. Madrid: Fundación F. Largo Caballero, Fundación BBVA

CASTAN TOBENAS, J. (1955). *La condición social y jurídica de la mujer*. Madrid: Instituto Editorial Reus.

CONSEJO ECONÓMICO Y SOCIAL (2003). *Segundo informe sobre la situación de las mujeres en la realidad sociolaboral española: sesión del pleno de 10 de diciembre de 2003*. Madrid: Consejo Económico y Social, departamento de publicaciones

COUCELLO A., LADROYE, Y. (2001). *La force des femmes : une société active pour les droits des femmes en Europe méridionale : les associations, leurs domaines d'action, leurs coordonnées, Espagne, France, Grèce, Italie, Portugal*. Paris : Association des femmes de l'Europe méridionale, 48 rue de Vaugirard, F 75006

CUESTA BUSTILLO, J. (2003). *Historia de las mujeres en España, siglo XX*. Madrid: Instituto de la mujer, 4.

DUBY, G., PERROT, M. (1992). *Histoire des femmes*. Paris: Plon.

DURÁN, M. A. (1972). *El trabajo de la mujer en España: un estudio sociológico*. Madrid: Tecnos, Col. Semilla y Surco.

FALCÓN, L. (2004). *Las nuevas mujeres españolas: lo que las hijas han ganado y perdido respecto a sus madres*. Madrid: La esfera de los libros.

FOLGUERA CRESPO, P. (1988). *El feminismo en España : dos siglos de historia*. Madrid: Ed. Pablo Iglesias.

FUSI, J. P., PALAFOX, J. (1998). *España : 1808-1996. El desafío de la modernidad*. Madrid: Espasa Forum.

GALLEGO, M. T. (1983). *Mujer, falange y franquismo*. Madrid: Taurus.

IGLESIAS DE USSEL J., CAPEL, R. M. (1984). *Mujer española y sociedad : bibliografía: 1900-1984*. Madrid: Instituto de la mujer.

- Bibliographie citée dans l'article:

- Ouvrages économiques, historiques ou sociologiques :

ARTOLA, M. (1974). *Historia de España Alfoquara (V): La burguesía revolucionaria (1808-1874)*.

Madrid: Alianza Universidad.

BALLARÍN DOMINGO, P. (2001). *La educación de las mujeres en la España contemporánea (siglos XIX-XX)*. Madrid: Síntesis educación.

BARRACHINA, M. A., BUSSY GENEVOIS, D., YUSTA, M. (2007). *Femmes et démocratie Les Espagnoles dans l'espace public (1868-1978)*. Nantes: Ed. du Temps.

BENNASSAR, B. (1992). *Histoire des Espagnols*. Paris: Robert Laffont.

BERGASA, V. (2002). *Revolución sexual a principios del siglo XX Doña Mesalina, símbolo de la emancipación femenina*. Salamanca: Centro de Estudios Ibéricos y Americanos de Salamanca.

BRODER, A. (1998). *Histoire économique de l'Espagne contemporaine*. Paris: Económica

MARTÍN GAITE, C. (1987) (2007). *Usos amorosos de la postguerra española*. Barcelona: Anagrama.

PASCUAL DE SANJUÁN, P. (1928). *Flora. La educación de una niña*. Barcelona: Imprenta Elzeviriana y Librería Camí.

REVILLA, F. (1975). *El sexo en la Historia de España*, Barcelona: Plaza y Janés.

RICO GODOY, C. (1991). *Cómo ser una mujer y no morir en el intento*. Madrid: Ed. Temas de Hoy.

SERVICIO INFORMATIVO ESPAÑOL (1972). *La Constitución española, Leyes fundamentales del Estado*. Madrid: Imprenta Nacional del Boletín Oficial del Estado.

TAMAMES, R. (dirigido por) (1976). *Anuario económico y social de España 1975*, Barcelona: Planeta (Banco de Datos confeccionado por Iberplan S.A.).

VICENS VIVES, J. (1958) (1987). *Historia económica de España*, Barcelona: Ed. Vicens Vives.

- *Œuvres littéraires:*

CELA, C. J. (1951) (1971). *La colmena*. Barcelona: Noguer.

DELIBES, M. (1966) (1987). *Cinco horas con Mario*. Barcelona: Destino 144.

LAFORET, C. (1944) (1976). *Nada*. Barcelona: Destino.

MARTÍN GAITE, C. (1957) (1988). *Entre visillos*. Barcelona: Destino 18.

ROMERO, L. (1952) (1971). *La noria*. Barcelona: Círculo de lectores.

SÁNCHEZ FERLOSIO, R. (1955) (1967). *El Jarama*. Barcelona: Destino.

Documents consultés sur Internet:

Edad de la primera maternidad en la UE según países, pp. 1-3. Consulté le 31/7/2008 sur <http://www.institutodelamujer.es>

Media diaria de ocupación, pp. 1-3. Consulté le 31/7/2008 sur <http://www.institutodelamujer.es>

Número medio de hijos medio por mujer en la UE, pp. 1-2. Consulté le 31/7/2008 sur <http://www.institutodelamujer.es>

Población de 16 y más según nivel de estudios terminados, pp. 1-5. Consulté le 31/7/2008 sur <http://www.institutodelamujer.es>

Chronique internationale de l'IREs, n° 107, juillet 2007, Vincent C., *Espagne: Réforme du marché du travail et égalité professionnelle hommes-femmes*, pp. 25-30. Consulté le 28/7/2008 sur <http://www.ires-fr.org/IMG/file/c107-3esp.pdf>

Efectivos laborales por sector y sección de actividad, mujeres, p. 1. Consulté le 31/7/2008 sur http://www.mtin.es/estadisticas/anuario2006/ECL/ecl15_top_HTML.htm

La politique familiale espagnole, pp. 1-5. Consulté le 28/7/2008 sur <http://www.uniondesfamilles.org/pol.fam-espagne.htm>

Resumen últimos datos, 11 de julio de 2008, 1° trimestre 2008, p. 1. Consulté le 31/7/2008 sur <http://www.mtas.es/estadisticas/resumenweb/rvd.pdf>

Benach J., Amable M., Fernández M., Montaner, p. 1. Consulté le 1/8/2008 sur http://hesa.euiretis.org/fr/newsletter/files/BTSO11FR_36.45.pdf

Más de un millón de mujeres ocupan hoy puestos de alta responsabilidad, viernes 13 de junio de 2008,

pp.1-2. Consulté le 31/7/2008 sur

<http://www.noticiascadadia.com/noticias/articulo/un-041-mas-de-mujeres-ocupan-altos-cargos-en-2008.html>

Les femmes dans l'UE: travail, l'activité féminine: Les caractéristiques de l'activité féminine en Europe.

pp. 1-10. Consulté le 12/12/2007 sur <http://www.helsinki.fi/science/xantippa/wef/wef222html>

Avant projet de loi 3/3/06 sur l'égalité entre les sexes (Le Monde 4/3/06). Consulté le 27/7/2008 sur <http://www.talents.fr/web/article/0,1-0@3504,36-747555,0.html>

Lista mujeres más populares, pp. 1-2. Consulté le 1/8/2008 sur

http://www.lalistawip.com/top-100/?lista=gender_mujer-loc_Espa%C3%b1a-cat_Pol%C3%DTica

CURRÍCULUM VITAE

Nací en París el 11 de enero de 1949. Hice la carrera clásica de literatura y civilización españolas en la Sorbona con una especialización en economía de España (tesina de cuarto año en 1970: relaciones económicas y financieras franco-españolas de 1959 a 1968). Aprobé la oposición a cátedra de la enseñanza secundaria (Agrégation) en 1973. Ejercí como catedrática de enseñanza secundaria de 1973 a 1992. Ingresé en la Universidad de Lille (Norte de Francia) en 1992. Tesis doctoral en 1995: Banqueros y financieros de la Restauración. Mito y realidad. Me trasladé a la Universidad de Cergy Pontoise en 2004 donde soy directora del Departamento de Lenguas Extranjeras Aplicadas desde 2007.

Agradecimientos sinceros a Ana Gargallo quien aportó una contribución tan competente como simpática a nuestra misión docente.

Fecha recepción: 25/09/2008

Fecha aceptación: 08/12/2008